

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 24 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **WEPA FRANCE**

Avenue de l'Europe  
59166 BOUSBECQUE

#### Références :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 23/07/14
  - arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511
- Code AIOT : 0007005038

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté Avenue de l'Europe 59166 BOUSBECQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite à l'important dépassement observé de la teneur en azote dans les rejets aqueux du site lors du contrôle inopiné réalisé les 17 et 18 mai 2022. Elle s'inscrit également dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant visant à faire fonctionner périodiquement sa chaudière vapeur de secours au fioul domestique en remplacement du gaz naturel (l'instruction fait l'objet d'un rapport séparé).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WEPA FRANCE
- Avenue de l'Europe 59166 BOUSBECQUE
- Code AIOT : 0007005038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société WEPA FRANCE exerce à Bousbecque des activités de :

- production d'ouate de cellulose à partir de pâte à papier vierge et de papier recyclé (bobines mères) : 3 machines à papier (PM11 : 120t/j, PM12 : 123 t/j et PM18 : 110 t/j) ;
- transformation des bobines en rouleaux de papier à usage sanitaire : essuie-tout, papier hygiénique, serviettes faciales (activité dite de « converting ») : 7 lignes de transformation.

Le site emploie 380 personnes et fonctionne 7 jours sur 7, 24h sur 24.

Les activités du site sont encadrées par un arrêté d'autorisation délivré le 23 juillet 2014. Elles sont principalement reprises sous les rubriques :

- 3610-a : Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses à hauteur d'une production de 120 t/j ;
- 3610-b : Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production 460t/j ;
- 2430-2 : Préparation de la pâte à papier pour une production: 120t/j à partir de 210t/j de vieux papiers ;
- 2440 : Fabrication de papier, carton pour une fabrication de 460t/j (rubrique modifiée par le Décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 - vise désormais les activités de fabrication de papier, carton à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3610.b., suppression du régime A au profit d'un régime DC) ;
- 2445-a : Transformation du papier, carton pour une capacité maximale de 483t/j (Rubrique modifiée par le Décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021, suppression du régime A au profit d'un régime E sous la rubrique 2445-1) ;
- 1530-1 : Dépôt de Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés pour un volume de 258 671 m<sup>3</sup> dont 231 000 m<sup>3</sup> correspondant au stockage des produits finis.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention de la pollution de l'eau
- prévention du risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 4.3.9	/	Sans objet
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 7.2.5	/	Sans objet
3	Risques	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3	/	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 7.4	/	Sans objet

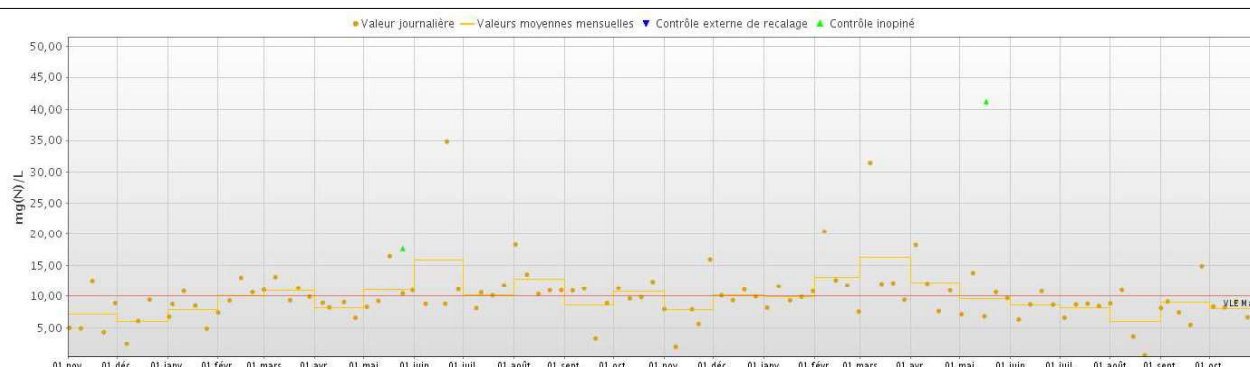
## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'acquisition de données réalisées entre juillet et septembre 2022 suite au contrôle inopiné des rejets eau de mai 2022 permet de conclure à la conformité des rejets du site pour le paramètre azote global.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 4.3.9		
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : A la sortie des ateliers de WEPA (avant envoi à la station d'épuration d'Ahlstrom), les eaux traversent 2 dégrilleurs et un épurateur, et respectent les valeurs maximales suivantes :		
	Concentration maximale (sur échantillon moyen 24h)	Flux maximal journalier
MES	8.500 mg/L	55.692 kg/j
DCO sur effluent non décanté	5.600 mg/L	36.691 kg/j
DCO après décantation 2h	790 mg/L	5176 kg/j
DBO5 sur effluent non décanté	2000 mg/L	13.104 kg/j
DBO5 après décantation 2h	300 mg/L	1965.6 kg/j
N global après décantation 2h	10 mg/L	65.52 kg/j
P total après décantation 2h	1 mg/L	6,552 kg/j
AOX	1 mg/L	14 kg/j
Métaux totaux après décantation 2h	10 mg/L	65.52 kg/j
Hydrocarbures totaux après décantation 2h	10 mg/L	65.52 kg/j
As	traces	-
Hy	traces	-
Cd	traces	-
Zn	0.03 mg/L	0.42 kg/j
Débit moyen	6.552 m3/j	
Constats : Le contrôle inopiné des rejets réalisé en sortie d'établissement les 17 et 18 mai 2022 par la société SOCOR a mis en évidence un important dépassement de la norme de rejet en azote global (concentration) : 41,22 mg/l mesurés pour une valeur limite d'émission fixée à 10 mg/l.		
Suite à ce constat, l'inspection de l'environnement a demandé à l'exploitant par courriel en date du 14 juin 2022 d'entreprendre les actions nécessaires à un retour à la conformité de la qualité des rejets.		
Les suites données par l'exploitant à ce contrôle ont été examinées lors de l'inspection. Une phase d'acquisition de données a été lancée auprès du laboratoire ACORE entre les 18/07/22 et 20/09/22. Une série de 10 mesures réalisées selon une fréquence hebdomadaire a permis de caractériser la qualité de l'eau en amont du process (eau prélevée dans un bras mort de la Lys) et de l'eau en sortie d'établissement. Les résultats mettent en évidence une eau amont peu chargée en azote (teneurs régulièrement inférieures à 1 mg/l) et une qualité des rejets conformes sur l'ensemble des mesures (< 10 mg/l).		
L'exploitant précise avoir cessé par ailleurs d'utiliser définitivement l'amidon dans son process au printemps. L'examen des résultats d'autosurveillance des rejets de l'établissement met en évidence une tendance à la baisse des teneurs en azote depuis cette date, ainsi que le respect des normes de rejet sur ce paramètre.		



**Concentration en azote global en sortie d'établissement sur la période novembre 2020 – octobre 2022 (Source : autosurveillance WEPA France – GIDAF)**

L'exploitant n'a pas identifié d'origine précise à l'important pic mesuré lors du contrôle inopiné de mai 2022. De tels pics ne sont que très rarement détectés lors des analyses d'autosurveillance du site (3 pics sur les 24 derniers mois).

En conclusion, les rejets en azote du site peuvent être considérés comme conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Prévention des risques technologiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 7.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'une équipe de première intervention, et maintient les moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, dont notamment :

- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,
- un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que chaque construction à défendre et tous les accès au bâtiment se trouvent à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- des RIA régulièrement répartis sur le site ;
- un système de sprinklage (couplé à la détection incendie) pour les cellules de stockage de produits finis (cellules 1 à 6) ; le local sprinkler est équipé de pompes et d'une réserve d'eau suffisante à la lutte contre un incendie .
- un système d'alerte des services de lutte contre l'incendie .
- une réserve d'eau disponible de 1400 m<sup>3</sup>.

<p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan récent de défense incendie (mise à jour du 06/10/22). Les moyens de lutte contre l'incendie prescrits par l'arrêté préfectoral du 23/07/14 sont présents sur site.</p> <p>Une réserve d'eau de 1400 m3 assure notamment l'alimentation du système de sprinklage des stockages de produits finis. Sa mise en oeuvre est assurée par 2 motopompes de 900 m3/h. La réserve est équipée de raccords normalisés permettant le branchement des services d'intervention. Elle alimente également 22 poteaux incendie répartis sur l'ensemble du site.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe de première intervention et d'un système d'alerte des secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et protection contre l'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages aériens de liquides inflammables sont également équipés d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils</p>
<p><b>Constats :</b> Cette prescription est examinée dans le contexte du projet d'installation de 2 cuves de stockage de fuel domestique de 40 m3 unitaire pour le fonctionnement de la chaudière vapeur de secours.</p> <p>Il a été constaté sur site la présence de 2 poteaux incendie à moins de 50 mètres du lieu d'implantation de la zone de stockage. Le dernier test de débits réalisé sur ces poteaux le 11/04/22 met en évidence des débits respectifs de 409 et 420 m3/h.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant maintient un volume de confinement minimal de 2.700m <sup>3</sup> comprenant 1.552m <sup>3</sup> pour l'extinction et 1.148m <sup>3</sup> pour les eaux de pluie. Une fermeture de vanne permet la rétention des eaux d'incendie au niveau du bassin tampon.
<b>Constats :</b> L'établissement dispose des capacités de confinement suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- un bassin de tamponnement des eaux pluviales pouvant faire office de bassin de confinement par fermeture de vannes d'un volume de 2450 m<sup>3</sup></li><li>- des spirels enterrés sous voirie pour un volume de 2000 m<sup>3</sup></li><li>- le quai Sud de chargement pour un volume de 1250 m<sup>3</sup></li><li>- des buses de DN800 pour un volume de 440 m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet